

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 21 Juillet 1979

32

Internationale. PRIX : ANTILLES 1,50F

Pour la construction

Pour l'émancipation

Pour la reconstruc -

ouvrier

en

de

de

d'un parti

révolutionnaire

Martinique et

Guadeloupe.

des peuples

Guadeloupe.

Martinique et

tion de la IVéme

Editorial

PLAN D'ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS.

Giscard, lors du conseil des minis-tres du 11 juillet et, près lui, Barre ont annoncé haut et clair que la crise économique en France s'aggrave et que comme si c'était la seule solution les travailleurs devraient se serrer la cein-

travailleurs devraient se serrer la cein-ture encore davantage.

Jusqu'àlors, il était malvenu de par-ler ainsi de sacrifices de longue durée.
C'est qu'il ne fallait pas inquiéter la population alors même que de nom-breuses consultations électorales étaient organisées en France. Mais aujourd'hui ceux qui dirigent le gouvernement ont les mains libres et Giscard le dit sans pudeur «les élections cantonales et les élections à l'assemblée européenne sont. élections à l'assemblée européenne sont passées». Il estime avoir deux ans, les «deux années électorales» pour imposer les sacrifices les plus grands.

Les projets annoncés par Barre con-cernent en priorité les rémunérations.

Cela veut dire que leur crise, c'est aux travailleurs de la payer. Dès aujourd'hui, avec les hausses de prix incessantes, le niveau de vie des travailleurs se dégrade de jour en jour. Mais Barre trouve que ce n'est pas assez. Pour lui, il est indispensable que la hausse des rémunérations n'exède pas la hausse des prix.

pas la nausse des prix.

Et ce n'est pas tout. Maintenant qu'il n'est plus temps de rassurer les travailleurs, les gouvernants nous préviennent que le chômage va s'accroître Il est loin le «bout du tunnel» dont parlait Giscard à la veille des législatives

Enfin Barre annonce tout de go des restrictions sur la sécurité sociale. La santé ce sera pour les riches, ceux qui

pourront payer de fortes notes.

Et ceci et cela. L'arrogance de Barre et de Giscard n'a pas de bornes.

Pour eux les travailleurs doivent comprendre qu'il faut se sacrifier, et cela au nom de la solidarité nationale.

Mais les sacrifices no sont pas pour

Mais les sacrifices ne sont pas pour tout le monde. Pour les patrons, les profits seront garantis. Barre n'a t-il pas déclaré que «priorité doit-être donnée à la compétitivité des entreprises pour relever le défi pétrolier» Le pétrole est un bon prétexte. Ce pétrole qu'ils commandent en grande quantité pour toutes sortes de gaspillage, indépendamment des besoins de la population, et bien ils veulent s'en servir pour augmenter les cadences, pressurer les ouvriers, afin de maintenir la productivité, la compétitivité.

Mais la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot. C'est tous les jours que les travailleurs contiennent leur

Et l'arrogance de ces Barre et Giscard risque fort de leur rapporter la colère et la révolte des travailleurs.



FORT-DE-FRANCE: PREMIERE VICTOIRE LES CINQ JEUNES EMPRISONNI



LIBERES

Les cinq jeunes dont le Comité de soutien, créé à Fort de France depuis plusieurs semaines, n'a cessé de réclamer la libération , ont enfin été libérés par le tribunal de Fort de France. C'est une belle victoire pour les jeunes

Pendant plusieurs semaines, chaque jour ils se sont mobilisés pour cette cause. Chaque jour ils ont diffusé des milliers de tracts, vu des centaines de gens, ils ont manifesté à plusieurs reprises dans les rues de Fort de France. Ils ont occupé

la station de radio FR3.

Rien ne les a découragés. Et lorsque la nouvelle stupéfiante de la mort de Chloé se répandit dans tous les quartiers de la ville, après une profonde souffrance devant ce qui arrivait au jeune Chloé, ce fut la détermination qui l'emporta sur l'abattement. Dès lors une volonté farouche va animer cette jeunesse : faire sache va animer cette jeunesse : faire sa-voir à tous que Chloé ne s'était pas suicidé, se battre pour qu'il n'y ait plus d'autres Chloé, et faire sortir de prison les jeunes emprisonnés par un pouvoir colonial décidé à les punir pour l'exem-

C'est cette détermination qui a fait

tice coloniale ont du être changés.

Désormais les colonialistes ont misé sur l'apaisement. Mais ils ont cru qu'il suffisait de donner satisfaction aux jeunes pour que ceux-ci cessent leur combat. Les manifestations du samedi 14 juillet ont montré que la libération des empri-sonnés n'était qu'une étape d'un combat qui va plus loin encore.

Car c'est contre toutes les tracasseries, contre les actes répressifs des représentants du pouvoir colonial que se battent les membres du Comité de Soutien.

C'est la justice de ces gens-là venus de 7000 km s'ériger en juge de notre peuple qui est remise en cause.

Désormais tous ceux, jeunes ou pas jeunes, qui ont affaire avec les autorités judiciaires et policières, qui sont déléguées dans notre pays pour y accomplir leur sale besogne, trouveront une solidarité agissante pour les aider à faire front.

Désormais aucun cas de jeunes pour-suivi ou emprisonnés ne doit rester isolé ou dans l'ombre.

C'est à notre peuple lui-même de faire sa propre justice dans les quartiers ou il vit. Notre communauté divit apprendre à

vit. Notre communauté diit apprendre à s'organiser et s'administrer elle même. Il faut faire les premiers pas dans ce sens.

Et si les jeunes se donnent cela comme objectif, soyons sûrs qu'ils trouveront dans la population un soutien et une participation active de tous.

Jeunes, travailleurs, femmes ! nous avons la possibilité de changer notre vie, nous avons la possibilité de freiner et d'anihiler la répression du pouvoir contre le peuple.

En poursuivant la mobilisation entreprise, nous pourrons accomplir des pas sérieux dans cette voie.

POINTE-A-PITRE: FERMETURE D'USINES FIN D'ALERTE ! ET DEMAIN ?

Le préfet est revenu de Paris et, comme par enchantement on apprend que les banques soudainement «rassurées» par la garantie d'une restructuration du secteur canne dans un délai raisonnable, sont de nouveau prêtes à accorder les crédits né-cessaires à la SIS et à la SAG. Ainsi, les usines resteraient ouvertes et les travailleurs pourraient conserver leurs emplois. Le sort de 2800 d'entre eux est décidé pour un an, par ces grands chefs, à 7000 kms de là... un sursis d'un an en quelque sorte car l'année prochaine et les suivantes les mêmes problèmes se reposeront immanguablement.

En tous cas, la rapidité avec laquelle le gouvernement a pu faire agir les banques montre bien que toutes les discussions n'étaient que magouillages financiers au dessus de la tête des travailleurs de la canne. Chacun des groupes financiers, Empain, les banques ont voulu s'imposer un peu pour exercer le chantage à la subvention et à l'aide ou pour obtenir de meilleures garanties financières. Il semble que tout cela n'ait été qu'un ballet bien préparé dont toutes les figures étaient bien connues d'avance par les acteurs, gouvernement compris. Il n'empêche que le même scénario peut parfaitement se reproduire les années suivantes. La menace de licenciements continue de planer sur bien

des travailleurs de la canne. Ces gens de la finance et de l'industrie, ces banquiers, ces gros pontes peuvent ainsi se permettre de causer l'inquiétude dans des milliers de foyers de travailleurs, de créer la consternation dans tout un pays, tout simplement parce qu'ils ont le pouvoir de décider en quelques heures du sort des gens......c'est dangereux, et malgré cela ils auront encore le toupet de se faire passer pour des «sauveurs», des bienfaiteurs aux yeux des travailleurs.....

Mais leurs décisions, ils ne les prennent jamais en fonction des intérêts des travailleurs, mais de leurs seuls intérêts de capitalistes qui sont les profits qu'ils peuvent réaliser dans le secteur. C'est cela le but de toute opération industrielle : favoriser le profit maximum. C'est en fonction de cette seule exigence que les Empain, Claverie décident de fermer ou d'ouvrir les usines. Rien d'autre ne les motive. Les inquiétudes des travailleurs sur leurs em-

plois, ils n'en plois, ils n'en n'ont que faire. La menace de licenciement est une menace constante dans cette période d'instabilité économique et de crise du capitalisme International.

Les tractations financières qui se trament en secret dans les salons des ban-ques et des usines, n'augurent de toute façons rien de bon pour l'avenir. Le simple fait qu'ils en sont à se demander froidement si trois usines fermeront et que quelques jours après ils décident qu'elles ne fermeront pas, cela est le signe évident de la désorganisation et de l'anarchie du système capitaliste. Cela prouve que ces gens là sont incapables de gérer l'économie de façon convenable pour le bien de tous. Et d'ailleurs ce qui se passe en Guadeloupe se passe à une plus grande échelle aux Etats-Unis et en France et partout dans le monde. Partout le capitalisme jette à la rue des millions de gens après les avoir exploités, partout il sème le désarroi, la tristesse, la misère. C'est pour cela qu'il faut lutter contre lui, c'est pour cela que les travailleurs doivent le renverser pour prendre en main eux-mêmes l'économie du pays et la gérer en faveur de tous, au lieu qu' elle le soit par quelques rapaces qui tien-nent en leurs mains le sort de la grande majorité des hommes.

P.J.C.

MARTINIQUE LES JEUNES ET LA REPRESSION REPRESSION POLICIERE LE 14 JUIL au milieu de la foule qui regardait le

Après l'annonce de la libération des 6 jeunes, le Comité de Soutien déci-dait de continuer la mobilisation jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur la mort de Chloé. Il appelait à un rassem-blement le vendredi 13 à la Croix Mission et à une manifectation sur la place de la et à une manifestation sur la place de la Savane le samedi 14, au moment du défilé militaire.

Le rassemblement regroupa environ 150 personnes et se passa sans incidents. Le samedi il en fut tout autrement pour la manifestation car les forces de l'ordre

En effet, dès les premières heures de la matinée, bien avant l'heure prévue pour le défilé militaire, d'importantes forces de police et de gendarmerie gar-daient les abords de la place de la Sa-

daient les abords de la place de la Savane, prêts à intervenir.

Vers 10h 30, quelques 150 manifestants étaient sur la place et jouaient du tambour. Quelques pancartes dénonçaient la mort de Chloé et les 3 mois d'emprisonnement infligés aux jeunes. La manifestation était tout à fait pacifique.

Lorsque le défilé militaire s'ébranla, les manifestants toujours pacifiques, s'avancèrent vers les barrières métalliques,

C'est alors que les policiers, sans aucun avertissement, chargèrent avec brutalité, matraques et lance-grenades au poing. Ils reçurent l'ordre de frapper et le firent sans aucun ménagement, assénant des coups aussi bien sur les manifestants qu'ils pouvaient attraper que sur la foule spettartice qui s'enfuyait maintenant à toute allure price de paris de la contraction de la c spectatrice qui s'enfuyait maintenant à toute allure, prise de panique. Un manifestant eut le bras cassé en deux endroits à coups de matraque. Une femme tomba dans le coma sous l'effet des coups ou des gaz lacrymogènes. Des pierres et des bouteilles furent également lancés par les manifestants et renvoyés par les policiers sur la foule qui fuyait. Les grenades lacrymogénes rendirent rapidement l'atmosphère irrespirable, et il n'y eu bientôt plus personne pour regarder le défilé. tôt plus personne pour regarder le défilé. Les soldats défilèrent seuls.

Dès le lundi, France-Antilles appelait de façon voilée à la répression contre

les jeunes.

Le soir même FR3 reprenait la version policière des évènements, accusant les manifestants d'avoir blessé une femme

et un policier.
C'est contre une telle interprétation des faits que la direction politique de COMBAT OUVRIER a publié le communiqué suivant :



QUI NOUS PROTEGERA DES BANDES ARMEES DU COLONIALISME?

COMBAT OUVRIER élève une vigoureuse protestation contre la version des incidents survenus lors du défilé du 14 juillet propagée par les stations de radio nationales françaises et périphériques.

La version des radios, dans le meilleur

des cas est tendancieuse et incomplète. Elle présente des manifestants qui ré-

clamaient que la lumière soit faite sur la mort en prison du jeune CHLOE comme des «trublions».

La relation des faits telle qu'elle fut présentée en particulier par FR3 - est

mensongère. Car elle affirme que les manifestants ont attaqué les forces de police.

Or les choses se sont passées tout au-

Lorsque des manifestants pacifiques avec pour toute arme un tambour se sont approchés des barrières métalliques, les forces de police les ont chargés immédiatement. Les policiers reçurent alors l'ordre de frapper. Et ils le firent à tort et à

Un manifestant a eu le bras cassé à coups de matraque : une femme fut également prise à partie par les policiers alors qu'elle ne manifestait même pas. Un enfant fut bousculé. Puis les policiers arrosèrent la foule, présente pour regarder le défilé, de grenades lacrymogènes.

santé

C'est cette intervention policière qui fit fuir toute la foule. Dès lors les soldats défilèrent tristement devant une rangée de barrières métalliques et quelques rangées de policiers locaux. Il n'y eut à notre connaissance ni cérémonie, ni discours of-

C'est la police elle même qui a boycot-le défilé du 14 juillet.

Une femme étant hospitalisée, FR3 prétend que celle-ci a été blessée par les manisfestants par jet de pierre.

Cela c'est la version policière. Cependant des témoins manifestants ou non, sont moins affirmatifs là_dessus. Car ils ont vu tomber une femme qui a reçu de nombreux coups de matraque. Une femme -est-ce la même ? a reçu un violent jet de pierre derrière la tête alors qu'elle tentait de fuir les lieux. Cette pierre provenait de l'endroit où se trouvaient les po-

On peut discuter longtemps des respon-

sabilités dans cette affaire.

Communiqué du syndicat de la

CGTM

Nous constatons pour notre part que partout où les soi_disant «défenseurs de l'ordre», policiers, gardiens de prisons, gendarmes interviennent, ils laissent dans leur sillage, blessés et morts.

Nous élevons une solennelle protestation contre les atteintes répétées aux libertés

démocratiques.

La libération récente des jeunes emprisonnés a démontré qu'il y avait là un acte arbitraire.

La mort du jeune CHLOE, sur laquelle la lumière sera faite est l'illustration de la barbarie du système pénitentiaire.

Les gendarmes lachés sur Grand-Rivière pénètrent chez des particuliers en pleine nuit, arrètent un jeune, blessent un homme malade chez lui.... dans l'impunité com-

Police, gardiens de prison, gendarmes etc... ces hommes sont dangereux.

Qui protegera la population de leurs exactions?

Nous appelons tous les gens épris de liberté, et soucieux de ne pas laisser porter atteinte aux rares droits démocratiques en vigueur ici, ceux que révoltent l'arbitraire et la hargne anti-jeune du pouvoir colonial à se regrouper et s'organiser pour riposter.

Une réponse immédiate et massive doit être donnée à ces actes de pur colonia-

> Direction politique de COMBAT OUVRIER

Fort de France le 15 juillet 1979.

COMMUNIQUE DU SYNDICAT DE LA METALLURGIE CGTM

L'affaire des jeunes emprisonnés ne saurait laisser les travailleurs indifférents, d'au-tant plus que la répression qui s'abat au-jourd'hui sur ces jeunes est la même que celle que connaissent les travailleurs lorsqu'ils luttent et refusent de baisser la tête

prêts à se révolter contre le chômage et les injustices permanentes de cette société coloniale, contre le racisme et l'oppression

Le syndicat de la métallurgie CGTM

Il demande que toute la vérité soit fai-te sur la mort de Chloé, car malgré le zèle des autorités, la thèse du suicide n'est

Il dénonce la complicité de France-Antilles avec l'administration coloniale, dans le but de rabaisser les jeunes dans l'opigrève. Il dénonce le rôle ignoble que ce des gendarmes et autres forces de répres-

venue d'ailleurs.

nion publique, comme il le fait d'ailleurs régulierement pour salir les travailleurs en journal a tenu dans cette affaire, au côté sion dressées contre notre peuple pour défendre les intérêts d'une petite minorité **GRAND-RIMERE** Solidarité contre

Le samedi 14 juillet il y avait à Grand-Rivière une conférence organisée par les jeunes de la commune et le Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés pour protester contre l'agression dont avait été victime le jeune Victor de la part des gendarmes de Basse-Pointe, ainsi que les poursuites judiciaires dont il est l'objet, bien que ce soit lui qui ait été frappé par les gendarmes avec l'appui de 3 conseillers municipaux réactionnaires : Rémilien, Meslien et Eguienta.

Vers 14 heures 30 la conférence commençait dans une salle bien trop petite,

mençait dans une salle bien trop petite, avec plus d'une centaine de jeunes riverains et une soixantaine de membres du Comité de Soutien aux Jeunes Emprison-nés, venus de Fort de France apporter leur soutien.

C'est dans une ambiance survoltée que prirent la parole 3 responsables du Comité de Soutien ainsi que le maire de l'Ajoupa Bouillon, membre du GRS. Dans le débat plusieurs jeunes de la commune intervirent pour protester contre les agissements de la municipalité réactionnaire et ce fut notam-ment un tollé général lorsqu'on apprit dans la salle que Meslien avait appelé à l'aide les gendarmes de Basse-Pointe pour «casser»la conférence. On attend d'ailleurs toujours ces messieurs.

La conférence se termina au son du tambour, les jeunes voulant marquer ainsi leur joie d'avoir su s'organiser pour riposter aux agissements des gendarmes et des réactionnaires. Des contacts que nous espérans fructueux ont été pour sorte incomparant des la contract des précass fructueux ont été pour contract des la co pérons fructueux ont été noués entre jeunes de Grand-Rivière et jeunes de Fort de

France.

DOMINIQUE DESMOND TROTTER

Desmond Trotter est libre. Le dirigeant du MND en prison depuis plusieurs années à la Dominique, sous le régime de Patrick John s'était lui-même libéré à la faveur des dernières manifestations.

Il vient d'être officiellement libéré. Injustement accusé de meurtre, Desmond Trotter fut victime de la répression de Patrick John contre le mouvement «rasta» et «dreads» il y a quelques années. Grâce au mouvement de solidarité internationale il avait échappé de peu à la pendaison.

Sa libération est une victoire pour tous ceux qui dans les rues de Roseau ont obligé Patrick John à quitter le pou voir, c'est aussi une victoire du mouvement de soutien dont il bénéficiait tant à la Dominique qu'à l'extérieur.

devant les patrons de l'Etat.

Le pouvoir s'en prend aux jeunes par-ce qu'il sait que les jeunes sont les plus

dénonce avec force la répression dont sont victimes ces jeunes.

dre les pauvres, les travailleurs, les chômeurs les jeunes. Aujourd'hui ce sont les 16 jeuguere convaincante.

Mais de plus, la justice, la gendarmeri se sont acharnés sur ces jeunes parce que «leur crime» a été d'avoir tenté de riposter à une agression portée par des militaires français contre l'un d'entre eux. Ces militaires sont libres, par contre eux, ils sont en prison.

manifestations et conférences publiques

décidées par le Comité de Soutien. Car ce

problème ne peut laisser aucun travailleur

indifférent. Nous savons tous que la loi, la justice, les prisons s'abattent avant tout

sur les défavorisés de cette société. Ceux

qui ont le moins de moyens de se défen-

nes emprisonnés qui sont frappés, demain ce sera peut-être le frère, le fils, le neveu de n'importe lequel ou n'importe laquelle d'entre nous.

SANTE soutient l'action du Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés et appelle les travailleurs hospitaliers à prendre part activement et très largement aux diverses

Le Comité de Soutien créé dès avant la

mort de CHLOE pour exiger la libération

des jeunes emprisonnés a relevé un certain

«suicide» de ce jeune. Le comité de Soutien aux Jeunes Em-

été tué dans la prison de Fort De France. Aucun démenti n'a été publié par quel-

prisonnés affirme depuis 2 semaines que CHLOE ne s'est pas pendu mais qu'il a

nombre de faits troublants au sujet du

que autorité que ce soit. Devant ces faits, le Syndicat CGTM-

FORT-DE-FRANCE:

QUAND LA POLICE REVENDIQUE

Les policiers sont mécontents. Ils grognent. Ils ressentent un véritable malaise. Ils revendiquent. Rien ne va plus dans les rangs de la police, c'est le ras-le-bol.

De quoi se plaignent-ils donc ?

Voudraient-ils par hasard protester contre le rôle répressif qu'ils jouent en toute occasion contre la population ?

Se lamenteraient-ils de devoir casser les bras des manifestants à coups de matraque. Seraient-ils désespérés à l'idée de la sauvagerie et de la brutalité dont ils font preuve contre les manifestants désarmés et

des foules pacifiques. ?
Se repentiraient-ils de devoir asphyxier les gens à coups de gaz lacrymogènes ? Se sentiraient-ils solidaires des ouvriers grévistes dont ils ont l'habitude de casser les manifestations ?

Regretteraient-ils de taper à tour de bras, quand on leur en donne l'ordre, sur les gens qui ne réclament que la justice

Reprocheraient-ils aux gendarmes venus de France leur excessive rigueur contre une population à laquelle ils appartiennent? Leur racisme ?

Et bien non.

Si les policiers sont mécontents, c'est



parce qu'ils estiment ne pas être suffisamment nombreux et ne pas disposer d'un matériel adéquat pour remplir les tâches de répression et de respect de l'ordre colonialiste dont ils sont chargés. Ils viennent de le faire savoir dans un communiqué de leur syndicat FO, signé d'un certain CONCONNE.

Autrement dit ils réclament plus d'hom. mes, plus de place, plus de bureaux, plus de révolvers, plus de cars, plus de ma-traques, plus de grenades....et plus de pou-

Et s'ils reprochent quelque chose aux gendarmes, c'est d'être mieux servis qu' eux et de bénéficier de plus de troupes et de plus de matériel pour mettre à la raison les trouble-fêtes de ce pays, jeunes en chômage, travailleurs en grêve, mili-tants anticolonialistes, démocrates etc... Et le policier CONCONNE de pousser

un soupir devant un état de choses aussi déplorable : «Face à cette situation, nous ne pouvons nous empêcher de considérer nos pauvres moyens»...dit-il.

Et puis les policiers se plaignent «qu' en dotant la police de moyens dérisoires tant en effectif qu'en matériel», le pou-voir veut «la réduire au rang de fairevaloir au profit de la gendarmerie outran-cièrement équipée». Ainsi, il n'y a pas à s'y tromper: C'est bien d'une crise de jalousie qu'il s'agit. Les policiers sont jaloux des gendarmes! Ils les envient de disposer de plus de moyens qu'eux-mêmes et d'être favorisés par le pouvoir dans l'accomplissement de leur besogne

Et bien, après cela, que les policiers ne viennent pas se plaindre d'être des mal-aimés ou d'être des incompris de la population! S'ils réclament aujourd'hui davantage de moyens pour lui taper dessus, il ne faudra pas qu'ils pleurent demain quand cette population leur demandera des comptes.

Et ceux qui ont encore des illusions sur le fait que cette police, parce qu'elle est locale et issue de la population, peut-être amenée à servir cette même population et non à la réprimer, ils risquent d'être fort décus par les revendications que vien-nent d'exprimer les policiers...et qui révè-lent leur véritable fonction dans cette so-

PARIS SOLDATS ANTILLAIS AU DEFILE La tradition coloniale respectée

Le 14 juillet, les Antillais auraient, parait-il été honorés tout simplement parce-qu'un détachement du 33ème RIMA (Antilles-Guyane) a été dépêché par avion spécial pour défiler dans Paris, et qu'un soldat martiniquais fut requis pour monter la garde devant l'Elysée. Giscard y va de sa démagogie habituelle, envers ses «possessions d'Amérique».

Cette sollicitude toute paternaliste, dans la bonne tradition coloniale, bon nombre de ses prédécesseurs l'avaient eue avant lui. C'est un fait constant de l'histoire colo-niale de la France que les «troupes d'ou-tre - mer soient utilisées dans les parades attestant de la présence militaire française dans de lointaines posséssions. Il y eut dans le passé les tirailleurs sénégalais, les zouaves d'Afrique du Nord, les harkis algériens et bien d'autres.

Il faut dire que le gouvernement colo-nial français a depuis la première guerre mondiale puisé largement dans ses colonies des régiments entiers qui étaient envoyés au front, dans les tranchées, puis pendant

la deuxième guerre mondiale et dans toutes les guerres coloniales d'Indochine et

d'Algérie.

Mais, ces honneurs empoisonnés, qui cachaient une humiliation et un mépris sans borne pour ces hommes colonisés, en sans borne pour ces nommes colonises, en bute à toutes les vexations racistes et coloniales des gradés français, bon nombre d'anciens militaires «coloniaux» devaient les combattre par la suite. Et, au cours des guerres de libération d'Indochine et d'Algérie ou dans les maquis africains contre la présence coloniale française, ces anciens soldats «français» se sont retournés ciens soldats «français» se sont retournés contre les colonisateurs, avec leurs propres armes. En Algérie bon nombre de diri-geants de l'insurrection furent formés

dans l'armée française et avaient combattu pendant la deuxième guerre mondiale et en Algérie ou en Indochine... Ben Bella l'ancien président de la république algérienne fut de ceux-là.

C'est pourquoi, le colonialisme a beau humilier les jeunes appelés en les faisant parader devant ceux qui les exploitent, il continue à forger lui-même les maté-

riaux qui se retourneront contre lui. Les Bigeard, Massu et autres Giscard qui s'enorgueillissent de leurs capacités à dépêcher des paras à Kolwezi, au Tchad ou sur n'importe quel théatre d'opération «africain», n'hésiteront pas, demain à envoyer ces mêmes troupes spéciales mas-sacrer la population en Martinique en Guadeloupe lorsque celle-ci se révoltera contre l'ordre colonial. Déjà, à la moindre manifestation, à la moindre grève, les gardes mobiles et autres légionnaires interviennent et parfois massacrent, comme en mai 67 à Pointe à Pitre, comme en 71 à Fort de France où ils tuaient gérard Nouvet, comme en 74 à Chalvet où ils assassinaient Ilmany et Marie-Louise...

C'est cela la présence militaire française

Tout comme leurs ainés d'Indochine ou d'Algérie, les jeunes appelés antillais sauront y mettre fin un jour.

Pierre Jean Christophe.

LIBERATION DU NA-TIONALISME BenBella

ALGERIE

Le 5 juillet dernier, à l'occasion du 17ème anniversaire de l'indépendance, le Président de la république algérienne a annoncé la fin des 14 années de détention pour Ben Bella et son assignation en résidence surveillée. Cette annonce a fait quelque bruit dans la presse, compte te-nu du rôle que joua Ben Bella dans la lutte pour l'indépendance et du fait qu' il dirigea ce pays lors des trois premières années de l'indépendance.

La venue de Ben Bella au pouvoir en 1962 et sa chute en 1965 sont bien celles d'un dirigeant nationaliste dans un pays où la classe ouvrière n'a pas pris le pouvoir. Ben Bella est en effet un des neuf dirigeants du FLN (front national de libération) qui sont à l'origine de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Entre ces hommes une lutte implacable pour la place à la tête du pays fut me-née à la fin de la guerre d'Algérie. Le front éclata, dissout par des luttes de personnes pour le pouvoir.

Mais aucun de ces «chefs historiques de la Révolution» ne fit appel dans cette lutte à la population algérienne. Celle-ci n'est pas au courant de ces luttes au sommet. Elle n'a d'ailleurs jamais été consultée sur les hommes au pouvoir Epuisé par la guerre, le peuple algérien se détourne de la vie politique. C'est

l'armée qui tranchera et qui donnera le pouvoir à Ben Bella, fin 1962. Sous le régime de Ben Bella la bourgeoisie et la petite bourgeoisie algérien-

ne s'installent aux postes lucratifs, rachètent les biens abandonnés par les Européens tandis que les pauvres continuent à croupir dans leurs bidon-villes. La centrale syndicale UGTA est mise au pas. Cependant Ben Bella va en mars 1963

faire voter un décret sur la terre qui va lui assurer une grande popularité et entretenir chez certains l'illusion d'une Algérie «socialiste». La réalité est que les paysans se sont eux-mêmes accaparés des terres a la campagne et ce décret s'est contenté de ratifier la nouvelle distribution des terres établie par les paysans. Dans le même temps, Ben Bella freine l'initiative de ces derniers de gérer eux-mêmes leurs terres et fait liquider par l'armée les plus militants.

Quand Ben Bella est écarté du pouvoir cela est dans l'ordre des choses. Il avait éliminé ses adversaires par la force militaire. C'est l'armée, avec son colonel en chef Boumedienne qui tient en mains la situation. Boumedienne n'aura pas de mal à chasser Ben Bella pour installer à sa place un régime à peine différent, si ce n'est plus dur vis à vis des opposants. Ben Bella n'a jamais fait appel à la population algérienne pour rester au pouvoir et fut emprisonné en juin 1965.

TELEVISION

Mercredi 11 juillet, aux «dossiers de l'écran» à la télévision, un film intitulé «Staline Trots ky» était projeté et suivi d'un débat.

Le film retraçait la période de la lutte ouverte en Union Soviétique, entre l'opposition et la direction stalinienne dans le parti bolchévique. En particulier, l'année 1927. On y voit des scènes relatant la lutte de l'opposition de gauche dirigée par Trotsky, la répression dont elle est victime de la part du Guepéou (la police politique de Staline), les arrestations d'opposants, les déportations. Au niveau dirigeant, l'exclusion de Trotsky du comité central ainsi que celle de Zinoviev et Kamenev qui l'avaient rejoint pendant une période montrent l'apreté de la lutte que livrent les véritables bolchéviks contre la bureaucratie stalinienne. Le congrès qui décidera de l'exclusion de Trotsky du parti et où l'ancien dirigeant de la révolution d'octobre livrera son dernier combat public au sein du parti est dépeint aussi mais de manière inégale...Le film se ter-

STALINE - TROTSKY

sa famille dans une région lointaine de Russie. Un détachement armé vient l'arrêter et l'emmener...

Bien que l'ensemble du film soit conforme sur les faits à la vérité historique, malgré certaines petites inéxactitudes, il reste par bien des côtés anecdotique?. La pensée, le programme, les idées de Trotsky n'y sont pas expliqués et on voit mal en fin de compte ce qui réellement séparait Trotsky des dirigeants

Léon Trotsky est dépeint plus comme un démocrate victime de l'appareil «commu-niste» de la «dictature» que comme un communiste authentique qui s'oppose à la caricature de communisme que représente la clique stalinienne.

Quant au débat, à part les interventions Trotskystes comme Pierre Broué et Krivine qui tentèrent de rétablir les choses et d'expliquer ce que représentait réel-lement la pensée de Trotsky encore à l'heure actuelle, il nous a laissé sur notre

Est ce que Trotsky n'aurait pas mené la même politique que Staline si il s'était trouvé à sa place ? Ou encore Trotsky n'a t-il pas été lui même victime du système qu'il avait mis en place avec Lénine

mine sur la déportation de Trotsky et de c'est à dire le système communiste, la dictature du prolétariat ? Telles étaient en gros les questions autour desquelles a patiné le débat pendant un bon moment

A un autre moment et ce fut d'ail-leurs à bien des égards l'impression que donnait le film, l'auteur présentait la lutte entre Staline et Trotsky plus comme une lutte entre deux hommes de personnalité et de caractère différents que comme une lutte politique qui mettait aux prises un régime bureaucratique et une tendance fidèle aux principes révo-lutionnaires, léninistes, lutte décisive qui allait par la victoire de Staline modifier pendant plus d'un demi siècle la poli-tique soviétique dans un sens opposé aux intérêts de la classe ouvrière.

Mais la répression et la liquidation de toute une génération de révolutionnaires par la bureaucratie stalinienne, n'ont pas empêché que renaissent les organisations révolutionnaires trotskystes un peu par-tout dans le monde, et que de plus en plus de militants se forment dans la critique du système stalinien et la constitution de nouvelles générations révolu-

P.J.C.

SOMOZA PARTI! QUEL REGIME PRENDRA SA SUCCESSION?

Ainsi le dictateur du Nicaragua Somoza a finalement abandonné la partie. Il est parti sur la pointe des pieds se réfugier évidemment en Floride où il finira ses jours en riche oisif.

Mais avant de partir il a laissé derrière lui un sillage sanglant. En un mois de com bats racharnés menés par sa garde dite nationale, il y eut près de trente mille morts dans la population.

Des quartiers entiers, des villes ont été bombardés par cette garde au service personnel de Somoza. Des centaines de milliers de gens sont partis vers le Costa-

Rica démunis de tout. C'est d'un pays déchiré, exangue et pillé par Somoza lui-meme qu'hériteront les

nouveaux gouvernements. Mais si Somoza est parti, c'est chassé par les luttes acharnées qu'a menées contre lui la grande majorité du peuple nica-

L'épine dorsale de cette opposition a été le mouvement des guérilléros sandinistes. Ce sont ceux-ci, opposants armés à la dictature depuis des années, qui ont la dictature depuis des années, qui ont fourni les combattants et les armes contre Somoza. Ils ont surtout permis par leur courage et leur ténacité que tout le peuple retrouve l'ardeur au combat contre la dictature féroce des Somoza. Et ce fut, depuis plusieurs mois, un combat sans merci qui prit une tournure décisive avec la grève générale de fin 78. Puis ce furent l'attaque contre la capitale Managua, le retrait des Sandinistes puis de nouveau l'attaque qui a mis fin au règne d'un des l'attaque qui a mis fin au règne d'un des pires dictateurs d'Amérique Latine.

Vers les derniers temps, la situation de Somoza était tellement compromise qu'on a vu l'impérialisme américain qui soutient toutes les dictatures de ce genre - s'il ne les a pas mises en place lui-même- prendre ses distances vis à vis de Somoza et finalement le presser de s'en aller. Cela répondait aux voeux de tous les états voisins, Costa-Rica Vénézuéla et toute l'Organisation des états américains (OEA) qui avaient peur due le prolongement de la lutte ne provoque l'installation d'un régime sorti directement de la lutte des guérilléros anti-somozistes et uniquement d'elle.

Plus Somoza tardait à partir, et plus un tel risque existait. Serviteur des intérêts des impérialistes dans cette région, ceux-ci lui réclamaient encore de leur rendre le dernier service de partir à temps pour échapper à la mise en place d'un régime trop radical et trop hostile aux intérêts américains.

Les autres états latino-américains craignaient tout simplement la contagion d'un mouvement de type guérillériste rappelant trop facheusement les débuts du

Toute cette région vit tellement sur une poudrière qu'une telle hantise s'explique aisément. Les privilégiés de cette partie du monde savent qu'il suffirait de peu pour que la révolte éclate dans leur propre pays, à tel point qu'on a vu l'Argentine d'un autre dictateur, Vidéla, réclamer elle aussi le départ de Somoza.

Le jeu des américains a consisté à préparer une transition qui empêche un bouleversement trop poussé à la tête de l'état du Nicaragua.

Pour l'instant c'est un somoziste qui a remplacé Somoza, en attendant la reconnaissance du gouvernement provisoire for-mé ces derniers jours dans les zones con-

trôlées par les guérilléros.

Mais même si le nouveau gouvernement est choisi ou contrôlé par les Sandinistes, ceux-ci n'annoncent pas des intentions très radicales. Après le départ de Somoza les partis d'opposition modérés vont se retrouver au premier plan avec la bénédic-tion des Sandinistes. Le courage dont ceux-ci ont fait preuve dans la lutte militaire contre Somoza n'empêchera pas qu' il donne naissance à un régime qui, pour avoir chassé le dictateur n'en restera pas moins dans les limites d'une société bour-

C'est cela que certaines déclarations de dirigeants sandinistes expriment dès avant le départ de Somoza, quelques jours avant

fuite.

Un représentant des Sandinistes déclarait à un journaliste de l'Humanité (journal du parti communiste français) : «en ce moment le problème de l'expro-priation ne se pose pas...Aujourd'hui, notre ennemi immédiat n'est pas la bourgeoisie nationale...La concentration de l'économie entre les mains de fer d'une famille a brisé la structure capitaliste

traditionnelle...On ne peut prévoir à quel-le date notre peuple ira vers le socialisme. Autrement dit les Sandinistes donnent pour but avant tout : de reconstruire la «structure capitaliste», en s'alliant avec la «bourgeoisie nationale».

Le mouvement des Sandinistes est une force politico-militaire comparable à d' autres forces nationalistes qui ont pris naissance dans d'autres pays pauvres en butte à l'oppression et à la dictature. Ce mouvement a exprimé l'opposition populaire à la dictature des Somoza. Il a regroupé des hommes courageux et déterminés sur la base d'un programme politique démocratique bourgeois.

En ce sens le combat des militants de ce mouvement et l'espoir qu'a pu y mettre la population les couches pauvres du peuple nicaraguayen, n'aboutiront pas à un régime politique et social qui supprime les fondements mêmes de toute oppression et de toute exploitation.

Les Sandinistes n'appellent d'ailleurs pas le peuple à s'en charger. Et quand ils par-lent des «structures» à mettre en place, c'est d'une structure civile sur laquelle puisse s'appuyer le nouveau gouvernement qu'il s'agit. Mais ce nouveau gouvernement ne sera pas l'émanation de la volonté populaire. Les «juntes» locales ne désignent pas ceux qui seront à la tête de

Elles ne touchent pas à la propriété privée dont le mouvement sandiniste se

fait ouvertement le garant.

Pourtant si le mouvement sandiniste a pu chasser la dictature somoziste, c'est que des hommes et des femmes ont pris les armes pour cela, c'est que les travailleurs ont engagé à deux reprises une grève générale qui a étranglé économiquement

On peut donc espérer que des hommes et des femmes qui ont fait cela auront la puissante volonté de prendre en main jusqu'au bout leurs propres affaires.

Surgira-t-il une tendance ou une force politique qui refuse de remettre aux mains des bourgeois les fruits de la victoire contre Somoza.

L'expérience de la lutte apprend à ceux qui luttent. Les impérialistes américains veulent un simple réaménagement à la tête de l'état. Les travailleurs et le peuple du Nicaragua accepteront-ils par exemple du Nicaragua accepteront-ils par exemple que l'armée de Somoza soit reconduite,

sous la direction d'un vieux général qui exerça autrefois ses talents contre le peuple de Saint Domingue en 1965 ?

Accepteront-ils que les richesses du pays, terres, plantations, commerces, usines soient remises après avoir appartenu aux Somoza - à la bourgeoisie dite nationale? G.R.

NATIONALISTES CORSES LOURDEMENT CONDAMNES

Sur les 21 militants du Front National de Libération de la Corse qui passaient devant la Cour de Sûreté de l'Etat, 14 ont été condamnés à de très lourdes peines : de 4 à 13 années de prison. La justice a délibérément ignore le caractère politique des attentats commis par les inculpés, et a qualifié ces derniers de «gamins attardés qui jouent derniers de «gamins attardés qui jouent avec les armes et le plastic comme d'autres.....avec des soldats de plomb». Ils ont été considérés comme de simples criminels utilisant des méthodes terroristes, et jugés de la même façon.

Certes le gouvernement français a voulu faire un exemple en infligeant des condamnations aussi sévères aux militants séparatistes. Mais cette répression ne résoud pas pour autant les problèmes qui se posent en Corse et que dénoncent les militants du FNLC.

Car cette île, comme d'autres régions de France, la Bretagne, le Sud-Ouest, subit les conséquences de l'extrème centralisation de l'état français. L'ile est particulièrement défavorisée sur le plan économique et connait un important derniers de «gamins attardés qui jouent

economique et connaît un important exode rural; elle se dépeuple lentement, la jeunesse partant sur le continent pour chercher du travail.

D'autre part les Corses ont le senti-ment qu'ils n'ont aucun droit de regard sur leurs propres affaires, puisque tout ce qui les concerne est décidé à Paris et qu'on ne leur demande pas leur avis pour prendre les décisions qui les tou-

chent de près. On comprend dans ces conditions qu une partie de la population soit sensible à un certain nationalisme, même si elle a un certain nationalisme, meme si elle n'approuve pas pour autant les méthodes terroristes du FNLC. Et le gouvernement français, en se contentant de réprimer les militants indépendantistes sans chercher aucunement à rêgler les problèmes de la Corse, ne peut que s'aliéner une partie grandissante de la population. Il reste cependant que les objectifs du

FNLC ne sauraient répondre aux problèmes qui se posent à la population corse, et qui sont essentiellement dûs à la na-

et qui sont essentiellement dûs à la nature capitaliste de l'état français.
Contrairement aux Antillès, la Corse n'est pas une colonie et les problèmes qui s'y posent ne sont guère différents de ceux des autres régions de France également touchées par le chômage et l'exode rural.
Pour la Corse, comme pour les autres régions qui souffrent du caractère centralisateur de l'état français, la décentralisation maximum du pouvoir serait le pouvoir exercé par la majorité des travailleurs. Ce n'est pas pour cette solution que se bat le FNLC, mais pour une indépendance qui sauvegarderait les intérèts de la petite bourgeoisie corse contre la concurrence des gros capitalistes venus la concurrence des gros capitalistes venus du «continent».

GISCARD EN NOUVELLE CALEDONIE: REAFFIRMER UNE PRESENCE FRANÇAISE CONTESTEE

Le «boom» économique qu'a connu

ce métal sur le marché mondial dans les

années 69-70 a provoqué des fortunes

rapides, mais le gros de la population

canaque n'en a guère profité, car toutes

les richesses et tous les leviers économi-

Pour les canaques, la présence française se traduit essentiellement par la misère,

les bas salaires et l'oppression raciale et

culturelle. Cette situation est le prolon-

gement moderne de la terrible répression

qui s'est abattue sur eux dès les débuts

de la colonisation française, et des révol-

tes que cette colonisation entraîna dans

la répression toujours menaçante et la

présence renforcée des militaires et des

Comme aux Antilles, c'est Paris qui

ques de l'île sont détenus par les blancs.

L'actuel voyage de Giscard en Nouvelle-Calédonie n'est certe pas fortuit. Les élections qui s'y sont déroulées dernièrement ont montré que 35 % de la population était favorable à l'indépendance et les indépendantistes ont gagné des sièges à l'Assemblée Territoriale. Ces derniers ont d'ailleurs refusé de recevoir Giscard et ils l'ont boycotté dès son arrivée dans la capitale, Nouméa.

Territoire français d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, située à 20 000 km de la France, dans le Pacifique Sud, regrou-pe une population d'environ 140 000 habitants à peu près également partagée entre blancs (originaires de l'île et métropolitains) et noirs (autochtones canaques) Ces derniers ont été spoliés de leurs terres par les Européens en quête de la fabuleuse richesse que recèle le sous-sol de la Nouvelle-Calédonie : le nickel.

En effet, l'intérêt de la France pour cette colonie du Pacifique réside essen-tiellement dans ce métal. Les riches gise-

ments calédoniens qui représentent la moitié des réserves mondiales connues sont exploités principalement par la Société Le Nickel appartenant au groupe Rotschild. La Société Nationale des Pétro-les d'Aquitaine a également de gros intérêts dans cette exploitation du nickel

dirige toute la politique économique de l'île. Les intérêts des capitalistes français que protège une administration coloniale tout-puissante composée de milliers de fonctionnaires de tout poils, administrateurs, gendarmes, etc...sont le principal souci de Giscard et du gouvernement français. Aussi n'est-il pas étonnant que le mécontentement de plus en plus profond de la population canaque, qui se manifeste dans son aspiration à l'indépendance, préoccupe le gouvernement. Ce dernier joue tour à tour la politique de la carotte et du baton. Le baton, c'est

la population mélanésienne.

des-mobiles dans l'ile.

C'est la dissolution de l'assemblée territoriale par Dijoud en mai dernier parce que les élus indépendantistes s'y étaient opposés à la politique gouvernementale. Mais la carotte proposée par le même Dijoud, sous la forme d'un de ces fameux plans de «développement économique» dont il a le secret, ne semble guère être appréciée par la population canaque, qui l'a reieté.

Giscard va donc tenter de vanter à cette population les avantages de la pré-sence française en Nouvelle-Calédonie, tout en s'appuyant sur la communauté blanche qui soutient le gouvernement. Il est probable qu'il fera quelques promesses de plus aux Canaques, tout en maintenant sur place les forces de répression nécessaires pour mater à l'occasion les contestataires.

nickel vaut bien ça !

Mais si Giscard parvient à juguler pendant un certain temps les aspirations de la population à l'indépendance, par la force et par la démagogie, il n'en reste pas moins que la présence française en Nouvelle-Calédonie est condamnée à plus ou moins long terme, car l'histoire a démontré maintes fois que rien ne saurait arrêter une population sur le chemin de son indépendance. L'Algérie, le Vietnam et les anciennes colonies d'Afrique sont là pour attester cette vérité.

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication : G. BEAUJOUR Adresser

toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : Combat Ouvrier B.P. 145 75023 PARIS CEDEX

> Impression CIF Pointe-à-Pitre Commission paritaire N° 51728